

A woman with a purple female symbol tattoo on her cheek is shouting into a red and white megaphone. She is wearing a blue and white patterned scarf and a black jacket. In the background, another woman is visible with her hand raised, and a Spanish flag is partially seen. The scene is set at night with some blurred lights.

**NOUS LES FEMMES,
NOUS SOMMES LE PROLÉTARIAT**

**CELESTE MURILLO
ANDREA D'ATRI**

**NOUS LES FEMMES,
NOUS SOMMES LE PROLÉTARIAT**

**CELESTE MURILLO
ANDREA D'ATRI**



Début 2018, l'éditeur Traficantes de Sueños a publié *El patriarcado del salario* de Silvia Federici. Alors qu'on assiste à une réémergence du mouvement féministe à l'échelle internationale, le débat sur les relations entre patriarcat et capitalisme revient lui aussi sur le devant de la scène, dans des discussions non sans controverse entre les féminismes et les gauches anticapitalistes, marxistes et socialistes.

Du milieu du XIXe siècle jusqu'aux premières décennies du XXe siècle, l'incorporation des femmes dans le travail extra-domestique, d'abord favorisée par le développement capitaliste, puis renforcée par la «pénurie» de main-d'œuvre masculine générée par la Première Guerre mondiale, est entrée en contradiction avec l'absence de droits politiques pour les femmes. L'égalité relative avec les hommes sur le marché du travail, à laquelle les masses féminines ont été poussées par le capital (comme c'était aussi le cas, au milieu de la révolution industrielle, avec les enfants), a mis en évidence leur inégalité dans la société civile. Nous pourrions dire que la relative nouvelle «égalité devant (certains aspects de) la vie» a rendu intenable l'«inégalité devant la loi» inadéquate et dépassée entre les hommes et les femmes. On peut considérer que cette contradiction fut la source de la lutte pour les droits civils, et principalement pour le droit de vote, dont d'illustres femmes prirent la tête, en Angleterre et dans d'autres pays avancés, aux côtés de nombreuses ouvrières.

Au début du XXe siècle, l'Etat ouvrier de transition issu de la Révolution russe a mis en place des mesures visant à la socialisation du travail domestique effectué par les femmes, l'un des piliers fondamentaux de la politique bolchévique d'émancipation des femmes. Bien que ces mesures de socialisation se confrontaient à de nombreuses limites en raison de la guerre et de la crise économique, il s'agissait d'une expérience avancée pour mettre fin à l'isolement des femmes au foyer et promouvoir leur insertion dans la vie publique [1].

Dans les années 1970, la deuxième vague féministe a mis en évidence la relation entre le privé et le politique. En dévoilant cette mystification, les femmes interrogeaient, soudainement une opposition que le capital avait réussi à institutionnaliser et à naturaliser depuis le milieu du XXe siècle : la séparation entre le public (production, travail salarié) et le privé (reproduction, travail non rémunéré). Les premiers débats sur le travail domestique et son rôle dans le mode de production capitaliste remontent à ces années-là. Le travail domestique produit-il de la plus-value ? Existe-t-il un mode de production patriarcal - inscrit dans le travail domestique - distinct du mode de production capitaliste ? Ou existe-t-il un système capitaliste-patriarcal unique où la reproduction de la main-d'œuvre est déterminée et subordonnée à la production de valeurs d'échange ?

En 1972, la féministe autonomiste marxiste Mariarosa Dalla Costa a publié simultanément en Italie et en Grande-Bretagne, *El poder de la mujer y la subversión de la comunidad*, avec la collaboration de la nord-américaine Selma James. Les auteures y soulignent que le travail reproductif est fondamental pour le fonctionnement du capitalisme et que son caractère essentiel est rendu invisible par l'absence de rémunération salariale. Avec Silvia Federici à New York et Brigitte Galtier à Paris, elles fondent le Collectif féministe international pour promouvoir ce débat et coordonner les actions dans différents pays par le biais d'un réseau de comités «pour un salaire ménager».

Parmi les nombreux autres textes aux approches différentes qui ont marqué ce débat, en 1983 paraît *Marxisme et oppression des femmes. Vers une théorie unifiée* de l'américaine Lise Vogel. Alors que la contre-offensive néolibérale avance, clôturant la période de radicalisation de masse de la décennie précédente, Vogel postule que l'ordre de genre du capitalisme repose structurellement sur l'articulation sociale entre le mode de production capitaliste et les foyers de la classe ouvrière, plutôt que sur un patriarcat anhistorique ou sur un mode de production domestique radicalement séparé de celui établi par les relations entre le capital et le travail.

Au cours des dernières décennies, l'extraordinaire féminisation de la main-d'œuvre - qui s'est matérialisée par une augmentation de la précarité - et la conquête relative des droits démocratiques qui, dans un certain sens, assimilent les «citoyens de genres différents», a accru les

aspirations des femmes qui souffrent aujourd'hui du contraste saisissant entre cette «égalité devant la loi» et «l'inégalité devant la vie» qui persiste malgré tout. C'est dans cette opposition que nous devrions chercher les fondements de cette nouvelle vague internationale de mouvements de femmes qui s'exprime, pour ne citer que quelques exemples, dans les rues des États-Unis en solidarité avec la population immigrée et contre le gouvernement Trump et ses politiques xénophobes, en Argentine pour le droit à l'avortement, dans l'État espagnol contre la violence de genre approuvée par les institutions du régime politique. Cette nouvelle vague se réapproprie aussi, bien qu'avec des objectifs différents, le langage et les formes que les classes travailleuses ont construites dans leur lutte contre l'exploitation : grève internationale des femmes autour d'un même slogan «si nos vies ne valent rien, produisez sans nous» (“si nuestras vidas no valen, produzcan sin nosotras”).

Ces manifestations seront-elles l'amorce d'une nouvelle recomposition subjective de cette classe ouvrière du XXI^e siècle qui a changé de visage ? Un féminisme anticapitaliste et socialiste - qui ne représente aujourd'hui que de petites factions du mouvement international des femmes - émergera-t-il de cette nouvelle configuration de la classe ouvrière, capable d'organiser de larges secteurs de ces masses féminines ? Nous ne pouvons l'anticiper que par notre action militante menée dans cette perspective. En tout cas, quel que soit le résultat de cette réémergence du mouvement des femmes - avec un prolétariat très différent de celui qui a pris forme dans les années 1970 -, il est nécessaire de relire et d'actualiser les débats désormais classiques entre féminisme et marxisme sur la relation entre patriarcat et capitalisme, et sur la façon dont celle-ci se manifeste dans le travail reproductif principalement effectué par des femmes.

Aujourd'hui déjà, avec la revitalisation de ces débats sur la théorie de la reproduction sociale, le texte classique de Vogel reprend de la valeur à la lumière de l'intervention des universitaires et militantes américaines qui entendent construire un «féminisme des 99%», dialoguant avec le nouveau mouvement des femmes. Comme l'a souligné Lise Vogel (c'est toujours d'actualité) :

« Sur le plan politique, le mouvement socialiste et le mouvement féministe socialiste font face à la difficile tâche de se battre pour les femmes sans succomber à deux dangers tout aussi insidieux. D'une part, ils doivent rester

sur leurs gardes face au féminisme bourgeois, la lutte, nécessairement limitée, pour atteindre l'égalité dans le cadre de la société capitaliste ; et, d'autre part, elles ne doivent pas permettre que des conceptions simplistes ou économistes de la lutte de classe relèguent la lutte pour la libération des femmes à une place subordonnée. En d'autres termes, les socialistes engagés en faveur de la libération des femmes doivent trouver un moyen approprié de lier la lutte féministe à la lutte de long terme pour le pouvoir politique et la transformation sociale. [2] »

C'est depuis cette perspective que s'exprime notre militantisme dans le mouvement internationaliste féministe socialiste et révolutionnaire des femmes Pan y Rosas. Sans chercher à épuiser la discussion, dans ces lignes, nous allons aborder une première lecture de l'ouvrage *El patriarcado del salario* de Silvia Federici, qui rassemble ses articles les plus récents sur ce débat ancien et renouvelé.

LE TRAVAIL DE LA VALEUR ET LA VALEUR DU TRAVAIL

Dans la définition du travail productif comme générateur de valeur, Silvia Federici trouve un parti pris « masculin » qui justifierait, en contrepartie, la gratuité du travail reproductif (essentiellement féminin), travail socialement « dévalué » par opposition à l'autre travail qui est le seul que le capitalisme intronise comme vraiment utile. « *Ce que Marx n'a pas vu, c'est que dans le processus d'accumulation originelle, non seulement la paysannerie est séparée de la terre, mais a lieu également la séparation entre le processus de production (production pour le marché, production de biens) et le processus de reproduction (production de la main-d'œuvre) ; ces deux processus commencent à se séparer physiquement et, de plus, à être développés par des sujets différents. Le premier est surtout masculin, le second est féminin ; le premier est salarié, le second est non salarié. [3] »*

Mais ni « productif » ni « valeur » n'a, dans le contexte du *Capital* de Marx, une valeur morale. Le fait qu'un emploi ne génère pas de valeur ne doit pas être confondu avec le fait que l'emploi est considéré comme inutile. En fait, Marx lui-même souligne le caractère non productif (c'est-à-dire non générateur de valeur) du commerce et de la finance, qui sont vitaux pour la circulation du capital sans générer de plus-value, et sans être productifs. Pourtant, personne ne soutiendrait que l'auteur du *Capital* n'a

pas reconnu le rôle indispensable de ces deux activités dans ce mode de production (bien que ces activités, contrairement au travail domestique, soient plus que compensées).

Marx définit comme travail productif le travail qui génère de la valeur d'échange. Cette définition est spécifique et répond à la description de la logique d'un mode de production, le capitalisme : « ...le travail productif est une détermination du travail qui, en soi et pour soi, n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, avec son utilité particulière ou avec la valeur d'usage dans laquelle il se manifeste. Ainsi, un travail dont le contenu est identique peut être productif ou improductif [4]. »

Marx ne traite pas spécifiquement des caractéristiques de ce travail reproductif, mais il «établit le lien nécessaire entre la production et la reproduction au-delà de leur séparation apparente» [5]. Dans l'Introduction aux Grundrisse, les monumentaux cahiers préparatoires au *Capital* de 1857, il indique comment les catégories de l'économie capitaliste - la production, la circulation et la reproduction (économique) du capital - doivent être comprises dans un socio métabolisme beaucoup plus large, qui inclut toutes les activités fondamentales à la reproduction de la société, activités que l'économie politique, qui s'intéresse exclusivement à ce qui se passe sur le marché, laisse de côté. En ce sens, il fournit la base pour comprendre comment le travail domestique s'insère dans l'ensemble du mode de production, avec sa production de valeurs d'usage qui ne sont pas converties en valeurs d'échange, mais qui sont épuisées dans une «consommation productive» au sein de la sphère privée même où elles sont générées, ce qui est vital pour la reproduction de la main-d'œuvre. Tithi Bhattacharya, intellectuelle féministe de ce qu'on appelle fréquemment la théorie de la reproduction sociale, voit dans le travail humain, comme Marx, le «*prémisse de l'histoire humaine*» et note que :

« *Le capitalisme, cependant, reconnaît le travail productif pour le marché comme la seule forme légitime de «travail», tandis que l'énorme quantité de travail familial et communautaire qui sert à soutenir et à reproduire l'ouvrière ou, plus spécifiquement, sa force de travail, est naturalisée comme étant inexistante [6].* »

Le capitalisme délègue aux femmes (aujourd'hui nous devrions dire, pour être plus précis, qu'il les surcharge de) le travail reproductif non rémunéré. De cette façon, le capitaliste, bien qu'il n'extrait pas de plus-

value de cette activité, car il s'agit d'un travail qui ne génère pas de valeurs d'échange (c'est-à-dire qui n'est pas susceptible d'être échangée sur le marché), fait exécuter ces tâches de manière non rémunérée pour la reproduction de la main-d'œuvre. Aussi, le travail reproductif est indispensable, même s'il ne génère pas de valeur ni, par conséquent, de plus-value ; c'est-à-dire, même si, du point de vue strict de la logique du capital, il s'agit d'un travail non productif.

Le travail reproductif est utile, bien qu'il ne soit pas défini comme productif du point de vue du capital, et il n'est pas nécessaire de chercher des moyens de l'intégrer dans la logique de l'extraction de la plus-value pour qu'il puisse être reconnu et «valorisé» socialement. C'est pourtant la voie empruntée par certaines théoriciens féministes qui ont essayé d'expliquer que si le travail reproductif «produit» la main-d'œuvre de base, alors il devait être considéré comme productif, seulement, l'existence de l'oppression patriarcale (idéologique, culturelle) le maintenait subsumée dans les foyers privés, le laissant être réalisé gratuitement par les femmes [7].

Mais comme le signale Daniel Bensaïd, « *les normes d'un travail qui est réellement soumis au capital par le biais du marché et celles d'une activité privée sont cependant difficilement comparables (la taylorisation du travail dans la cuisine et l'hôtellerie). Les instruments de mesure dépendent d'un choix arbitraire insatisfaisant : il s'agit de calculer ce qu'une personne pourrait gagner sur le marché du travail pendant les périodes consacrées aux activités domestiques (coût des profits potentiels), ainsi que de calculer ce qui devrait être payé sur le marché pour obtenir un service équivalent (coût d'achat sur le marché)* [8]. »

Concernant les débats qui ont confronté les féministes et les marxistes ces dernières années, nous ne pouvons que partager les paroles de Bensaïd qui soulignait que « *le transfert imprudent des concepts de Marx en dehors de leur domaine spécifique a souvent occulté les problèmes, comme l'illustre le traitement approximatif des notions de valeur d'échange et de travail productif* [9].

(RE)PRODUCTION FAMILIALE

Dans la même veine que sa lecture particulière du «préjugé masculin» qui vient de la définition du travail productif dans le capitalisme, Federici se demande « *ce que serait l'histoire du développement du capitalisme si, au lieu de la raconter du point de vue du prolétariat salarié, on la racontait à partir des cuisines et des chambres dans lesquelles, jour après jour et génération après génération, la force de travail est produite* [10]. »

Avec cette question, elle situe sa critique de ce qu'elle considère comme la vision (ou plutôt l'aveuglement) de Marx (et plus tard du marxisme) autour de la question de la place de la femme dans la reproduction de la force de travail et, en parallèle, autour de celle de la reproduction sociale dans le système capitaliste.

Bien que *Le Capital* ne se penche pas sur la nature de cette production particulière de la marchandise «force de travail», il est juste de souligner que la division sexuelle du travail - caractéristique des sociétés patriarcales - est considérée comme antérieure au capitalisme et ne naît pas seulement avec son accumulation originelle. Le patriarcat était déjà là : ce que le capitalisme a fait, c'est d'adapter ces relations à sa propre logique et de les subordonner à ses besoins.

Pour Marx, le capitalisme est une totalité organique, un système dont le centre de gravité réside dans la production de valeurs d'échange et dans l'extraction de plus-value. De ce point de vue, le fonctionnement du mode de production capitaliste se concentre sur l'exploitation de la force de travail, cette marchandise unique et spéciale parce qu'elle est capable de produire de la valeur. Et si le capitalisme fait usage de l'exploitation du travail salarié, cela ne signifie pas, cependant, qu'il ne fait pas usage d'autres formes de travail non salarié intégrées sous cette forme centrale qui rend possible l'extraction de la plus-value. Bhattacharya souligne que dans *Le Capital*, «*Marx ne théorise pas ce second circuit, mais fait simplement remarquer que le maintien et la reproduction de la classe ouvrière reste une condition nécessaire à la reproduction du capital*»[11].

En ce sens, ce que Lise Vogel souligne est également intéressant concernant le rôle de la famille, «l'unité reproductive» par excellence,

bien qu'il s'agisse d'une institution préexistante au capitalisme. Vogel donne à la famille ouvrière - c'est-à-dire la famille où la main-d'œuvre est reproduite - un rôle indispensable dans le système capitaliste et *«privilégie l'analyse de la relation structurelle qui la lie à la reproduction du capital, plutôt que celle de la structure interne et des dynamiques qui caractérisent la famille»* [12]. Inscrire la famille dans le contexte des relations sociales dominantes (capitalistes) nous permet de voir le rôle de cette institution préexistante - bien qu'adaptée et sous une forme spécifique (famille ouvrière) - sans isoler sa dynamique interne, où opèrent les hiérarchies de sexe et d'âge, de sa fonction dans le capitalisme.

LA CONTRADICTION COMME OPPORTUNITÉ

Se référant à la famille de la classe ouvrière, Federici souligne qu'il y a eu un processus de transformation depuis la seconde moitié du XIXe siècle, qui laisserait la famille de la révolution industrielle derrière elle. Elle souligne que, bien que Marx ait vu la destruction de la famille par l'exploitation capitaliste, il a considéré - comme Engels - que l'insertion des femmes dans le monde du travail était positive, sans se rendre compte *«du processus de réforme qui a lieu et qui crée une nouvelle forme de patriarcat, de nouvelles formes de hiérarchies patriarcales»* [13]. Pour l'auteure de *El patriarcado del salario*, *« à partir de la fin du XIXe siècle, avec l'introduction du salaire familial, le salaire de l'ouvrier masculin (qui a doublé entre 1860 et la première décennie du XXe siècle), les femmes qui travaillaient dans les usines sont rejetées et renvoyées au foyer, de sorte que le travail domestique devient leur premier emploi et qu'elles deviennent totalement dépendantes* [14]. »

Selon Federici, le capitalisme a créé les formes de la famille ouvrière pour apaiser le prolétariat qui s'était rebellé contre cette exploitation par le travail à la pièce, garantissant ainsi l'existence d'une classe plus productive et moins désobéissante. Dans sa perspective, cependant, les processus contradictoires de la lutte de classe sont absents, puisque, avec une vision presque complotiste, la classe dirigeante apparaît comme porteuse d'un pouvoir illimité pour imposer les conditions non seulement de l'exploitation mais aussi de la reproduction de la classe ouvrière, sans obstacles ni résistances.

Cette transformation que Federici décrit, et qui culminera dans la formation de la famille nucléaire - l'unité familiale marquée par un salaire de l'ouvrier masculin et une femme devenue femme au foyer, dépendant de ce salaire qui garantit la reproduction de la main-d'œuvre - est un processus historique qui apparaît ici exempt des luttes pour une augmentation de salaire, pour une réduction de la journée de travail, pour des victoires et des défaites partielles, pour des concessions que les capitalistes sont également obligés de concéder afin de continuer à maintenir l'exploitation du travail salarié dans les meilleures conditions permises par la relation de forces entre les classes.

Or, il est nécessaire de souligner que ce processus, comme d'autres dont nous sommes témoins dans le mode de production capitaliste, est contradictoire : d'une part, les femmes sont expulsées du monde productif pour garantir la réduction du coût de la main-d'œuvre par leur dévouement exclusif au travail reproductif non rémunéré ; mais de cette façon, la population disponible pour l'exploitation c'est-à-dire celle dont le capitaliste peut extraire de la plus-value, est réduite.

Pour la classe ouvrière, la défense des liens familiaux face à la voracité d'une industrie qui ne fait pas de distinction entre les hommes et les femmes ou entre l'âge adulte et l'enfance en matière d'exploitation, signifia aussi une confrontation avec le capital pour améliorer ses conditions de vie. Avec l'accès massif aux écoles, aux hôpitaux et aux autres services publics, les conditions de vie des travailleurs se sont également améliorées, et, une partie du fardeau du travail reproductif a été transféré du ménage privé à l'Etat capitaliste. Ses conséquences «bénéfiques» pour la classe ouvrière peuvent aussi être comprises par la négative : la privatisation ou l'élimination des services publics se heurte toujours à la résistance des masses, car sa conséquence est un coup porté au «porte-monnaie» des familles travailleuses et/ou une augmentation du travail reproductif dans le ménage privé, c'est-à-dire principalement celui des femmes dans la famille.

Au cours des dernières décennies, le capitalisme sous sa forme «néolibérale» a attaqué les syndicats et autres organisations de la classe ouvrière salariée pour restructurer la production en augmentant l'exploitation de diverses manières. Mais il a également frappé le processus de reproduction sociale de la main-d'œuvre, à travers la privatisation des entreprises publiques, la réduction et l'élimination de divers programmes de sécurité sociale, les ajustements budgétaires

qui détériorent l'éducation et la santé publique, les tarifs des transports et d'autres services essentiels qui pèsent sur l'économie familiale des travailleurs. C'est de cela que nous parlons lorsque nous dénonçons le fait que l'endettement des pays soumis à l'impérialisme s'accompagne de politiques d'ajustement qui accroissent le travail reproductif effectué gratuitement par les femmes et les filles. La lutte contre cette offensive du capital sur les masses *«est aussi un effort de la classe ouvrière pour exiger sa part de civilisation»* [15].

Le fait que la forme familiale, régulée par «le patriarcat du salaire», ait aussi un aspect fonctionnel au capitalisme ne signifie pas qu'elle ne contient pas de contradictions marquées par le rapport entre capital et travail et définies par la lutte entre les classes.

La contradiction est inévitable parce que la production capitaliste se concentre sur l'extraction de la plus-value qui provient de l'exploitation du travail salarié, mais qu'elle ne peut se passer de la reproduction sociale de cette force de travail. C'est-à-dire que la tendance à la transformation en forces de travail de secteurs de plus en plus larges des masses déstabilise les processus de reproduction qui sont également nécessaires. Cette tendance qui conduit, comme le souligne Nancy Fraser, à des crises récurrentes, est une contradiction qui, pour la féministe américaine, *«ne se situe pas à l'intérieur de l'économie capitaliste, mais à la frontière qui sépare et relie simultanément la production et la reproduction. Ni intra-économique ni intra-domestique, c'est une contradiction entre deux éléments constitutifs de la société capitaliste»* [16].

Dans cette perspective, le coeur du fonctionnement du capitalisme ne se trouve pas dans les «cuisines et chambres» comme le dit Federici, bien que ce qui s'y passe soit précisément façonné par le mode de production capitaliste sur la base de méthodes patriarcales archaïques pour utiliser ces processus de reproduction sociale au service de sa soif de profit. *«L'intégration indirecte du travail domestique dans la détermination des salaires crée alors un lien de dépendance personnalisé (et souvent codifié par la loi), plutôt qu'une relation d'exploitation dans le sens spécifique de l'extraction de plus-value. Ce lien est plus proche des relations de domination hiérarchique que des relations de classe moderne»,* affirme le marxiste français Daniel Bensaid [17]. C'est ce que la théoricienne Tithi Bhattacharya définit, de manière presque aphoristique, lorsqu'elle souligne que *«la relation salariale imprègne les espaces non salariés de la vie quotidienne»* [18].

Du fait de ce lien incontournable, la nécessité de lutter contre l'oppression des femmes acquiert une perspective anticapitaliste et, plus précisément, socialiste et révolutionnaire ; en même temps, toute lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste ne peut se passer d'un programme d'action contre l'oppression féminine qui, sous ce système, est ancré par la naturalisation de la reproduction gratuite de la main-d'œuvre.

EN CONCLUSION

Le débat sur la relation contradictoire entre la production et la reproduction ne doit cependant pas ignorer un fait qui modifie le point de vue sur ces débats théoriques, ainsi que le point de vue politique de ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'abolition de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, les femmes constituent environ 40% de la classe ouvrière mondiale. Cela signifie que 54 % des femmes en âge de travailler participent au marché du travail en tant que salariées [19]. Combien de ces plus de 1,3 milliard de femmes, à leur tour, sont accablées par le travail gratuit qui leur permet de reproduire leur propre main-d'œuvre et celle des autres ? Combien sont celles qui font du travail domestique pour un salaire afin que leur employeuse puisse être exploitée sur le marché du travail, couvrant avec son propre salaire le coût de ces services qui réduisent sa part de travail de reproduction ? La transformation phénoménale de la main-d'œuvre mondiale a aussi radicalement transformé les familles de la classe ouvrière. De combien a augmenté le nombre de foyers qui ne vivent qu'avec le salaire d'une femme ? Combien y a-t-il de familles monoparentales ? Quels sont les réseaux de femmes, rémunérées ou non, qui remplacent le travail domestique et de soins des autres femmes salariées ?

Dans cette réalité complexe et nouvelle, il n'y a pas de place pour le réductionnisme d'un corporatisme syndicaliste économiste qui n'intègre, dans sa perspective, qu'une classe ouvrière masculine (et, pourquoi pas aussi blanche, autochtone et hétérosexuelle).

Mais nous ne pouvons pas non plus limiter la lutte des femmes pour leur émancipation à un sujet stéréotypé - la femme au foyer - dont l'existence

a considérablement changé au cours des dernières décennies, sans tenir compte de la perspective du capitalisme dans sa totalité organique, qui inclut ce nouveau visage féminisé de la main-d'œuvre. Quel sera l'impact des luttes des femmes dans les espaces de reproduction sur les luttes d'une classe ouvrière de plus en plus féminisée ? Comment l'autonomisation des femmes, à travers cette réémergence du féminisme au niveau mondial, aura-t-elle un impact sur les femmes exploitées, et quelles seront les conséquences pour un syndicalisme masculin incapable d'intégrer les secteurs les plus opprimés de la classe ?

Les féminismes qui aspirent à l'émancipation des femmes de toutes les formes d'oppression patriarcale qui persistent aujourd'hui ne peuvent éviter les obstacles que le capitalisme oppose à cette perspective, à commencer par le plus évident : si l'on classe la population mondiale par sa richesse, huit hommes accumulent un montant de richesse équivalent aux 3,5 milliards de personnes les plus pauvres, dont 70% sont des femmes et des filles. Les femmes sont surreprésentées dans les chiffres de la pauvreté, de la précarité et du travail informel, et cela est lié aux conditions dans lesquelles notre travail reproductif est effectué.

La lutte contre l'inégalité entre les sexes ne peut se faire sans se poser la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre pour atteindre la pleine égalité. Voulons-nous lutter pour qu'il y ait quatre femmes parmi les huit personnes les plus riches de la planète et que nous soyons 50%, parmi les plus pauvres ? Si le centre de gravité du capitalisme continue d'être l'exploitation du travail salarié et l'extraction de la plus-value, est-il possible de penser à l'émancipation des femmes en contournant ce cœur vital du fonctionnement de la société dans laquelle nous vivons ?

Après tout, bien que les luttes marquées par la relation capital-travail et les luttes dans les espaces de reproduction sociale aient leurs spécificités, nous devrions chercher des moyens d'affronter la division et l'antagonisme imposé par la classe dirigeante, d'unir ce que le capitalisme a historiquement divisé. Aujourd'hui, plus que jamais, il est possible d'emprunter cette voie parce que, peut-être pour la première fois, nous pouvons dire que nous les femmes, nous sommes le prolétariat.

- [1] Lire W. Z. Goldman, *El Estado, la mujer y la Revolución*, Buenos Aires, Ediciones IPS, 2010.
- [2] Lise Vogel, “Questions on the Woman Question”, *Monthly Review* 31, N° 2, junio 1979.
- [3] S. Federici, *El patriarcado del salario*, Madrid, Traficantes de sueños, p. 19.
- [4] Karl Marx, *Le Capital*, chapitre VI inédit, México, Siglo XXI, 1985, cité in Paula Bach, “El sector servicios y la circulación del capital : una hipótesis”, *Lucha de Clases* 5, junio 2005.
- [5] D. Bensaïd, *La discordance des temps*, “Le sexe des classes”.
- [6] T. Bhattacharya, *Social Reproduction Theory*, Londres, Pluto Press, 2017, p. 2.
- [7] Tithi Bhattacharya fait un retour intéressant sur ces débats du point de vue de la théorie de la reproduction sociale in *Social Reproduction Theory*, ob. cit.
- [8] Bensaïd, ob.cit.
- [9] Ibid.
- [10] S. Federici, ob. cit., p. 27.
- [11] T. Bhattacharya, “Reproducción social del trabajo y clase obrera global”, disponible sur vientosur.info, 17/02/2018.
- [12] S. Ferguson, D. McNally, “Capital, fuerza de trabajo y relaciones de género”. Introduction à l’édition de *Historical Materialism de Marxism and the Oppression of Women. Toward a Unitary Theory*, de Lise Vogel, disponible en marxismocritico.com, 16/01/2017.
- [13] S. Federici, ob. cit., p. 16.
- [14] Ibid, p.p. 16-17.
- [15] T. Bhattacharya, “Reproducción social del trabajo y clase obrera global”, ob. cit.
- [16] Nancy Fraser, “Las contradicciones del capital y los cuidados”, *New Left Review* 100, septiembre-octubre 2015.
- [17] D. Bensaïd, ob. cit., p. 129.
- [18] Tithi Bhattacharya, “Reproducción social del trabajo y clase obrera global”, ob. cit.
- [19] Taux d’activité des femmes (pourcentage de la population féminine âgée de 15 à 64 ans), estimation à partir du modèle de l’OIT. Taux de main-d’œuvre totale, modélisation des données de la Banque mondiale. Disponibles sur <https://data.worldbank.org/>.



l'information du bon côté de la barricade – –

www.revolutionpermanente.fr

Monde	Politique	Notre classe	Société	Débats
Genres et Sexualités		Jeunesse	Culture et Sport	
lire, diffuser, contribuer				



WWW.REVOLUTIONPERMANENTE.FR